

Rachida Dati, nouvelle ministre de la Justice

© AFP



Rachida Dati le 3 mai 2007 à Montpellier

Rachida Dati, 41 ans, nommée vendredi Garde des sceaux, ministre de la Justice, est une proche de Nicolas Sarkozy, dont elle était porte-parole de la campagne présidentielle, après avoir été conseillère technique du futur président, à l'Intérieur et aux Finances.

Née le 27 Novembre 1965 à Saint-Rémy (Saône-et-Loire), fille d'un ouvrier marocain et d'une mère algérienne, Mme Dati, titulaire d'une maîtrise de sciences économiques et de droit, est ancienne élève de l'Institut supérieur des affaires et de l'Ecole nationale de la magistrature.

Un temps aide-soignante durant ses études, elle est successivement comptable au groupe Elf-Aquitaine (1987), auditrice chez Matra Communication (1990) puis à la Banque européenne pour le développement (BERD) en 1993, secrétaire générale du bureau d'études sur la ville de la Lyonnaise des Eaux (1994), et enfin conseiller technique à la direction juridique de l'Education nationale (1995).

Magistrate en 1997, Mme Dati est auditeur de justice, puis juge commissaire aux procédures collectives au tribunal de grande instance de Péronne (1999), avant d'être substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Evry, affectée à la section économique et financière (2000).

En 2002, Rachida Dati devient conseiller technique, en charge du projet de loi sur la prévention de la délinquance au cabinet de M. Sarkozy au ministère de l'Intérieur. Elle le suit à Bercy en 2004, puis à Beauvau en 2005-2006, à nouveau chargée du projet de loi sur la prévention de la délinquance.

Entre-temps, elle est détachée durant six mois (2005) au Conseil général des Hauts-de-Seine.

Magistrate en disponibilité, elle est membre de l'Institut Montaigne et administrateur du Club XXIème siècle.

Rachida Dati sous les yeux de son mentor... et des syndicats de magistrats

© AFP



La ministre de la Justice Rachida Dati quitte l'Élysée, le 18 mai 2007

"Elle peut aller très, très loin": l'ex Garde des Sceaux Albin Chalandon ne tarissait pas d'éloges sur l'ascension de son ancienne protégée Rachida Dati en assistant à sa prise de fonctions vendredi à la Chancellerie, où ses premiers gestes sont déjà guettés par les magistrats.

Pour ses premières heures de ministre, cette fille d'ouvrier marocain de 41 ans a voulu rendre hommage à celui qui a guidé ses premiers pas en arrivant avec lui, dans la même voiture, au ministère de la Justice.

"Merci Monsieur Albin Chalandon, il y a 20 ans nous nous sommes rencontrés pour la première fois", lui a-t-elle lancé, avant même de mentionner Nicolas Sarkozy, dont elle est une des fidèles.

Plusieurs fois ministre avant d'être lui aussi Garde des Sceaux, de 1986 à 1988, droit dans son costume bleu, Albin Chalandon, qui va fêter en juin ses 87 ans, se souvenait de cette rencontre.

"C'était à l'ambassade d'Algérie, elle a sauté sur moi. Elle m'a raconté sa vie, ses ambitions... je l'ai fait assez rapidement entrer à Elf", dit l'ancien président du groupe pétrolier qui insiste: "elle a eu une vie très, très dure".

Elle est "extraordinairement rapide, intelligente, elle n'a peur de rien. Elle est à la fois complètement authentique, impulsive et habile", assure-t-il devant la presse.

© AFP



La nouvelle ministre de la Justice Rachida Dati à l'Élysée, le 18 mai 2007

Prudente, la nouvelle ministre s'est gardée de détailler un programme de réformes mais a d'emblée assuré vouloir se mettre "très rapidement" au travail "pour que jamais on ne puisse entendre que les engagements du président de la République sont restés lettre morte".

Ces engagements, avec en premier lieu un renforcement de la répression contre les multirécidivistes, inquiètent le Syndicat de la Magistrature (gauche). Pour sa présidente, Emmanuelle Perreux, cette "Sarkozyste de la première heure... mettra sans complexe en oeuvre les promesses électorales du candidat Sarkozy", à savoir "des lois pénales répressives" comme les peines planchers ou la majorité pénale à 16 ans pour les récidivistes.

"Les dossiers sont prêts, les nouvelles lois mises en forme depuis longtemps déjà", fulminait aussi la CGT pénitentiaire pour qui ces prochaines mesures "vont engendrer très rapidement une augmentation remarquable du taux d'incarcération et de récidive".

Bruno Thouzellier, président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire) compte en tout cas sur l'expérience de juge de la Garde des Sceaux pour qu'elle "sorte la justice de son sous-développement matériel".

"La justice doit avoir les moyens d'être rapide et efficace. Soyez assurés que je serai son avocate pour que sa nécessaire modernisation soit effectivement financée", a d'ailleurs lancé la ministre.

Après Pascal Clément qui venait d'évoquer les grands dossiers dont il s'est occupé, à commencer par le traumatisme du drame d'Outreau, Rachida Dati a assuré vendredi être la "Garde des Sceaux qui redonnera aux Français confiance en la justice et qui les associera réellement à l'exercice de (sa) mission".

Paul-Albert Iweins, président du Conseil national des Barreaux, qui représente les avocats français, a fait part de son souhait de la "rencontrer rapidement".

"Les deux ans que j'ai passés ici... sont la période où j'ai le plus travaillé", a prévenu Pascal Clément. "Ici, il n'y a pas d'affaires courantes. D'Outreau à Clearstream, rien n'est facile", a-t-il ajouté.

"Dans ce ministère, on est sans arrêt assis sur une bombe", se souvient aussi Albin Chalandon.